

# Conséquences immédiates liées au Brexit ?

Après le résultat du vote au Royaume-Uni confirmant le souhait des électeurs britanniques de quitter l'Union européenne, il faut reconnaître que la situation politique tant Outre-Manche que sur le Continent n'est pas claire.

Le divorce annoncé entre le Royaume-Uni et l'UE n'est pas prêt d'être prononcé à en croire David Cameron qui confie à son successeur le soin d'en négocier avec Bruxelles les modalités. Nul n'est en mesure aujourd'hui de prévoir les conséquences réelles de ce Brexit. Il faut s'attendre à une multitude de réactions imprévisibles et contradictoires

## Réactions au niveau de l'UE

Si le Royaume-Uni sera dans un premier temps le plus directement affecté sur le plan économique, il va de soi que les autres pays européens seront aussi touchés. Le Brexit, c'est d'une « première » dont il s'agit et qui aura des conséquences politiques. Aucun pays n'a jamais quitté l'UE. Dans le cadre de la Grèce, l'idée d'un « Grexit » a été remise, malgré un référendum favorable à sa sortie ! Comment parvenir à y voir clair ?

Réunis auparavant à Berlin, François Hollande et Mario Renzi ont convaincu Angela Merkel d'insister au niveau du Conseil européen pour ne pas tarder à valider le Brexit et définir la marche à suivre. Rome, Paris et Berlin sont opposés au début des négociations sans Brexit formalisé. Il n'y aura pas de négociations « à la carte » avec le Royaume-Uni tant que la demande formelle de retrait n'est pas présentée. Cette démarche de « divorce » est un préalable aux différentes discussions. La réunion qui s'est tenue à Bruxelles a confirmé le bien fondé de ce processus, ménageant quand même le temps, tout en demandant à David Cameron de ne pas trop tarder !

## Influence sur les marchés

Après l'annonce et la confirmation du vote du Brexit, un choc prévisible, mais toujours difficile à appréhender dans son ampleur et sa durée, a engendré un début de panique financière et les marchés sur les principales bourses. Elles ont du mal à repartir face à une incertitude à caractère politique difficile à maîtriser. Le retrait du Royaume-Uni correspond dans l'absolu à celui de la deuxième puissance européenne. Un rapport de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économique) insiste sur les effets négatifs pour le Royaume-Uni et pour l'ensemble des pays de l'UE dans un premier temps. Les agences de notation ont commencé à s'aligner après cette décision. Standard poor's a pris l'initiative en faisant passer la note de AAA à AA !

Mais, d'après certains experts de l'OFCE (Office français des conjonctures économiques), les économies européennes devraient néanmoins ne pas être trop perturbées à moyen terme et continuer à progresser, sachant que les échanges commerciaux entre l'UE et le Royaume-Uni seraient malgré tout protégés

Et le Royaume-Uni dans tout ça !

La Fed et d'autres grandes institutions, comme le FMI ou le G7, ont pointé le risque économique qu'allait constituer le Brexit pour la Grande Bretagne. Parmi les risques attendus, sont évoqués : la chute de la livre sterling, l'instabilité des marchés, la baisse des investissements, une récession significative, un retour du chômage et un retour de l'inflation. L'impact négatif sur le PIB peut s'évaluer à quelques %. Les Etats-Unis, eux-mêmes surpris, sont inquiets. Le Royaume-Uni, en dehors du circuit, la négociation du traité transatlantique (TAFTA ou TTIP) avec l'Union européenne sera très probablement interrompue.

Dans l'état actuel, le Royaume-Uni se trouve avoir sa propre monnaie et ne fait pas partie de la zone euro. De plus, il ne fait pas partie de l'Espace Schengen. Sa frontière avec la France se trouve à Calais ! Des centaines d'accords et de particularismes favorisent le statut du Royaume-Uni. Dans l'immédiat, avec le résultat du Brexit qui est jugé surprenant, les britanniques se retrouvent divisés et se cherchent. Par ailleurs, le pays se déchire politiquement et géo-stratégiquement. L'Ecosse et l'Irlande du Nord se posent, à des degrés divers, la question de leur devenir ?

Entre la décision et le passage à l'action, l'espace-temps est indéfini. L'UE va devoir patienter et les négociations ne sont pas prêtes de commencer rapidement. Le souhaiter est une chose, y parvenir en est une autre.